

REGARDE, C'EST DÉJÀ L'AUBE ! = La fin des Targets - donc de l'euro à terme - est désormais exigée par le Comité économique de la CDU au pouvoir à Berlin ! --- par Vincent Brousseau

Lorsque je taquine l'une de mes connaissances européistes sur le thème de la « [sortie furtive](#) » de l'euro j'obtiens en général la réaction suivante : l'européiste grommelle quelques mots rageurs, desquels il ressort que je ferais partie de tous ces universitaires, dont le métier est de penser, et dont l'avis n'aurait au fond aucune importance ; et que ce n'est pas comme si des politiques au pouvoir, dont le métier est de décider, se laissaient aller à ce genre d'idées hérétiques et grotesques annonçant l'inéluctable fin de l'euro.

Je paraphrase un peu, mais c'est le sens.

Eh bien, ce n'est plus vrai. Désormais, en Allemagne, la fin implicite de l'euro fait partie, non plus seulement des réflexions mais aussi des exigences des cercles du pouvoir stricto sensu : il est dans tous les esprits dans le parti dominant, la CDU-CSU.

Le Conseil économique de la CDU a pris position sur le solde Target

Rappelons d'abord de quoi il est question. Avant toute chose, je voudrais présenter au lecteur, peu au fait des choses financières, un mot qui revient souvent dans les discussions d'experts : celui de « collatéral ».

Le collatéral désigne une sûreté réelle qu'un emprunteur met en gage auprès du prêteur quand il emprunte. Dans la vie courante, les hypothèques prises sur la maison que vous êtes en train d'acheter, ou les objets de valeur que vous laissez en gage au Mont-de-piété quand vous lui emprunter quelque argent, sont des exemples de collatéral,

En finance, le collatéral est surtout constitué de titres obligataires (un actif parfaitement fongible et négociable à un montant précis), déposés chez le prêteur de l'argent liquide.

Ce que l'UPR appelle la [« sortie furtive » \(de l'Allemagne de la zone euro\)](#) est la décision qui consisterait à exiger que les nouvelles dettes Target ne puissent se faire que contre le dépôt d'une garantie saisissable par le créancier. On dirait alors que les Targets sont « collatéralisées ». Je rappelle que les « soldes Target », par abréviation les Targets, sont des dettes et créances entre banques centrales membres de l'Eurosystème, leur somme faisant zéro (si l'on compte les dettes avec un signe moins) parce que ce sont des dettes et créances dans un système fermé. Je renvoie pour des explications plus poussées à nombre de mes articles antérieurs et notamment à celui intitulé ["Les miracles d'Alexandrie ont des limites"](#), publié sur le présent site le 12 octobre 2016.

L'exigence de « collatéraliser » les Targets peut être justifiée de manières diverses, toutes excellentes et toutes frappées au coin du bon sens ; la seule justification qui n'est jamais avancée - parce qu'elle se heurte au Dogme de la Foi européiste-, et qui est pourtant la vraie, est que cette décision tuerait l'euro. Exiger le dépôt d'une garantie saisissable sur les Targets susciterait aussitôt l'apparition de cours de marchés (variables) entre les euros émis par les différentes banques nationales de la zone. J'en ai parlé bien des fois et je renvoie le lecteur qui découvrirait le sujet à mes quatre articles sur la question.

- ["Pourquoi l'euro est condamné"](#), notamment le paragraphe intitulé « La cautèle de M. Weidmann », publié le 16 février 2016
- ["Le crépuscule de l'euro : Targets, le dégel de la pensée"](#), publié le 26 décembre 2016
- ["La sortie furtive de l'euro"](#), publié le 25 octobre 2017
- ["Un par un, les économistes rejoignent discrètement les analyses de l'UPR sur l'euro"](#), notamment le paragraphe intitulé « Un économiste allemand et pro-euro qui travaille chez Natixis... », publié le 8 juillet 2018

L'idée fait son chemin.

Elle fut d'abord défendue par tel ou tel économiste isolé, puis par tels ou tels économistes conjointement. Le 22 mai 2018, [nous reportions avec gourmandise que 154 économistes allemands](#), et non des moindres, avaient signé un manifeste où figurait, entre autres, cette demande précise que les nouvelles dettes Targets soient « collatéralisées », c'est-à-dire, donc, garantis par le dépôt d'une valeur quelconque. Ce qui revenait, de la part de ces 154 économistes allemands, à exiger que l'Allemagne tue l'euro comme Sainte Nitouche, sans le dire.

Cette fois-ci, c'est encore plus grave - ou réjouissant -, cela dépend du point de vue.

On vient d'apprendre par la presse allemande, notamment via le magazine hebdomadaire d'affaires allemand Wirtschaftswoche, que le Conseil économique de la CDU (Wirtschaftsrat) réclame désormais à son tour que soient « collatéralisées » les nouvelles dettes Targets.

Or, le Wirtschaftsrat (Conseil économique) de la CDU, ce n'est pas de la gnognotte. C'est la structure qui regroupe ce que l'on appellerait, chez nous, les responsables nationaux des questions économiques et monétaires de ce parti. Et la CDU, ce n'est pas l'AfD : la CDU est actuellement le parti politique le plus important d'Allemagne, c'est le parti de la Chancelière Angela Merkel, c'est le parti qui est au pouvoir à Berlin depuis treize ans (novembre 2005). Les opinions qui sont formulées au sein de son Conseil économique officiel ne sont donc pas à prendre à la légère, et n'ont d'ailleurs pas été rendues publiques à la légère non plus !

Pendant que les médias français étaient tous occupés à scruter les frasques élyséennes, le Wirtschaftsrat (Conseil économique) de la CDU a publié deux textes officiels consacrant ce tournant majeur de la pensée de la CDU sur l'euro.

Les deux articles retentissants de Wolfgang Steiger, secrétaire général du Conseil économique de la CDU

~~Né en 1964, Wolfgang Steiger a travaillé comme banquier à la Commerzbank avant de s'engager en politique à la CDU en 1982.. Il a été nommé directeur général fédéral du Conseil économique de la CDU en juillet 2009, puis son secrétaire général basé à Berlin peu de temps après. Le Conseil économique de la CDU est une organisation répartie dans toute l'Allemagne, soutenue par des entrepreneurs, et qui compte environ 12 000 membres. En novembre 2011, Steiger a reçu du président de la République fédérale d'Allemagne la Croix du mérite fédéral pour son engagement spécial dans les domaines de la politique, des affaires et des affaires sociales.~~

a) le premier texte, signé de Wolfgang Steiger, le secrétaire général du Conseil économique de la CDU, date du 26 juin 2018 et porte un titre dénué d'ambiguïté : "Merkel et Macron envoient le mauvais signal". Il est [disponible sur le site du Wirtschaftsrat de la CDU](#) :

Le passage-clé à retenir est celui-ci :

*« Außerdem benötigen wir **dringend eine Begrenzung oder Unterlegung für die ausufernden Target-Salden**, die allein im Mai um sage und schreibe 54 Milliarden auf fast eine Billion Euro gestiegen sind. Allein dieser Anstieg ist schon dreimal so hoch wie die gesamten Soli-Einnahmen aus dem Jahr 2017 und viereinhalbmals so hoch wie die geplanten öffentlichen Aufwendungen für den Breitbandausbau der gesamten Legislaturperiode. **Deutschland finanziert hier die italienische Kapitalflucht, was längst keine technische Größe mehr ist, sondern ein realer Posten zu werden droht. Das sind faktisch zins- und tilgungsfreie, ungesicherte Darlehen an Staaten mit einer weniger guten Bonität.** »*

ce qui signifie en français :

*« En outre, **il est urgent de limiter ou de disposer d'un nantissement sur les soldes Target en hausse**, qui ont augmenté de près de 54 milliards de dollars pour le seul mois de mai [2018], pour atteindre près de mille milliards d'euros. À elle seule, cette augmentation est trois fois plus élevée que les recettes totales de solidarité de 2017 et quatre fois et demie plus élevées que les dépenses publiques prévues pour l'élargissement du haut débit sur l'ensemble de la législature. **L'Allemagne finance ainsi la fuite des capitaux italiens, qui n'est plus un simple détail technique, mais qui menace de devenir un poste budgétaire à part entière. Il s'agit en réalité de prêts non garantis, sans intérêt et non remboursables, à des pays ayant une moins bonne solvabilité.** »*

b) le deuxième texte émane également de Wolfgang Steiger, secrétaire général du Conseil économique de

:

Les passages-clés à retenir sont ceux-ci :

« **Entschärft die Target-Zeitbombe**

Die Wissenschaftsdebatte um die Target-Salden der Euro-Notenbanken hat die deutsche Politik erreicht. Wolfgang Steiger, Generalsekretär des Wirtschaftsrats der CDU, fordert ein Einschreiten der Bundesregierung.

*Mit Vorsatz gießen einige italienische Politiker immer mehr Öl ins Feuer, indem sie beständig die Vorzüge der Einführung einer Parallelwährung hervorheben. **Die italienischen Bürger wissen, dass das ein erster Schritt aus dem Euro sein kann.** Sie müssen davon ausgehen, dass ihr Geld, sofern es im Heimatland angelegt ist, bei einer möglichen Rückkehr zur Lira an Kaufkraft verliert und bringen es konsequent nach Deutschland.*

Dieser Prozess treibt die deutschen Target-Forderungen zusammen mit dem Anleiheankaufprogramm der Europäischen Zentralbank immer weiter in die Höhe und vergrößert das italienische Drohpotenzial. Führende italienische Politiker sind überzeugt, ein möglicher Ausstieg sei weniger ein italienisches Problem als ein deutsches. „Das wird Deutschland in den Abgrund reißen, schließlich hat das Land am meisten ins Euro-System investiert“, bekräftigt der Haushaltsausschussvorsitzende im italienischen Parlament, Claudio Borghi. »

ce qui signifie en français :

« **Désamorcer la bombe à retardement des Targets**

Le débat d'experts sur les soldes Target des banques centrales de l'euro a atteint la politique allemande. Wolfgang Steiger, secrétaire général du Conseil économique de la CDU, appelle à l'intervention du gouvernement fédéral.

*De façon intentionnelle, certains politiciens italiens jettent de plus en plus d'huile sur le feu, en soulignant constamment les avantages d'introduire une monnaie parallèle. **Les citoyens italiens savent que cela peut être une première sortie de l'euro.** Ils doivent supposer que leur argent, s'il est investi dans leur pays d'origine, perdrait du pouvoir d'achat en cas de retour possible à la lire, et c'est pourquoi ils le transfèrent logiquement en Allemagne.*

Ce processus, associé au programme d'achat d'obligations de la Banque centrale européenne, ne cesse d'accroître les créances allemandes et d'accroître le potentiel de nuisance de l'Italie. Les principaux politiciens italiens sont convaincus qu'une issue possible n'est pas tant un problème italien qu'un problème allemand. Comme l'a indiqué le président du Comité budgétaire du Parlement italien, Claudio Borghi, « Cela plongerait l'Allemagne dans l'abîme, et après tout, c'est le pays qui a le plus investi dans le système de l'euro. »

Et aussi ceci :

« **Auf den Punkt: Das Eurosystem bietet seinen Mitgliedern an, Überziehungskredite in unbegrenzter Höhe**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
für unbegrenzte Zeit zum Nulltarif zu finanzieren. Target ist die „Goldene Kreditkarte der Schuldenstaaten“.
Wie schon das Quantitative Easing ist das Target-System eine erzwungene Umverteilung zwischen den Eurostaaten, die demokratisch nicht legitimiert ist.

Die Bundesbank kann die bisherigen Forderungen nicht fällig stellen und wird absehbar zumindest auf einem Teil sitzenbleiben. **Die Politik muss dringend dafür sorgen, dass der Berg an Forderungen - mittlerweile gut die Hälfte aller kumulierten deutschen Außenhandelsüberschüsse - nicht weiter anschwillt.** Ansatzpunkte gibt es hier reichlich. Die schwächste Maßnahme wäre, bei der Zuteilung der Zentralbankgewinne durch die EZB nicht nur nach dem Kapitalschlüssel der Eurostaaten zu gehen, sondern auch die Target-Salden in die Berechnung einzubeziehen. Mitgliedsländer mit Target-Forderungen müssen stärker berücksichtigt werden als Länder mit Verbindlichkeiten. **Die konsequenteste Lösung wäre jedoch, die jetzigen Salden einzufrieren und ein neues Target-3-System einzuführen. Dort sollten Forderungen wie in den USA regelmäßig ausgeglichen und mit Sicherheiten wie etwa Gold oder staatlichen Pfandbriefen unterlegt werden.»**

Ce qui signifie en français :

« En résumé: l'Eurosystème propose à ses membres de financer des découverts bancaires illimités pour une durée indéterminée à un coût nul. Target est la "carte de crédit en or des États endettés". À l'instar de l'assouplissement quantitatif, le système Target est une redistribution forcée entre les pays de la zone euro, qui est démocratiquement injustifiée.

La Bundesbank ne peut pas exiger le remboursement des créances accumulées jusqu'à présent et devra probablement en supporter une au moins une partie. **Les politiciens doivent de toute urgence veiller à ce que la montagne de créances - qui représentent maintenant plus de la moitié des excédents commerciaux allemands accumulés - ne continue pas à gonfler.** Les approches sont nombreuses ici. La mesure la plus faible consisterait à utiliser non seulement la clé de répartition des pays de la zone euro dans la répartition des bénéfices de la banque centrale par la BCE, mais aussi à inclure les soldes Target dans le calcul. Les pays membres ayant des créances Target doivent recevoir plus de considération que les pays ayant des dettes. **La solution la plus cohérente serait toutefois de geler les soldes actuels et d'introduire un nouveau système Target 3. Comme aux États-Unis, les créances doivent être régulièrement compensées et garanties par des garanties telles que l'or ou des titres gouvernementaux.»**

Le soutien de Hans-Werner Sinn à la mise en garde solennelle et publique du Conseil économique de la CDU

Hans-Werner Sinn, président de l'[Institut für Wirtschaftsforschung](#) (Ifo), très influent dans le milieu d'affaires allemand, est le plus connu des critiques de Target 2 outre-Rhin.

Il est sur l'affaire depuis 2011, et a sorti un **livre grand public sur les Targets**, intitulé "[Le piège des Targets : danger pour notre argent et pour nos enfants](#)".

Il a réagi au deuxième article de Wolfgang Steiger par un [tweet enthousiaste](#) laissant entendre qu'à son avis, c'est la première fois que la question des Targets atteint la sphère du pouvoir. (« **Voici que le Conseil économique de la CDU a pris position sur le solde Target. Enfin.** »).

La veille, il avait développé le sujet dans un entretien assez long que je signale à mes lecteurs germanisants, et qui porte le titre : "[Les soldes Target rendent l'Allemagne incapable d'agir](#)".

Et donc des politiques du parti au pouvoir, dont le métier n'est pas de théoriser, mais bien de décider, se laissent maintenant gagner par ces idées hérétiques. Car geler les soldes Targets, collatéraliser ceux qui naissent ensuite, c'est, sans en avoir l'air, garantir l'émergence de cours de changes variables entre les euros de différents pays : d'où le terme de sortie furtive. On a dépassé le stade des protestations d'universitaires, fussent-ils de premier plan.

Il faut l'admettre, la longue nuit est finie, et l'aube se lève. L'aube du monde post-euro. Car, n'en déplaise à Macron qui commet une erreur historique colossale, l'euro appartient à l'ancien monde et sa disparition consacrera l'avènement du nouveau monde.

Hans-Werner Sinn, né en 1948 en Westphalie, est un économiste allemand, président de l'[Institut für Wirtschaftsforschung](#) (Ifo). Basé à Munich, l'IFO est l'institut de recherche économique responsable de l'ifo Geschäftsklimaindex, l'indicateur très influent du moral des patrons en Allemagne, et donc du climat des affaires. Il est établi sur la base d'une série de questions posées à environ 7000 chefs de différentes entreprises allemandes et publié chaque mois pour chaque branche.

Aparté sur les banquiers centraux allemands

S'agissant de Sinn, j'ai appris récemment, au détour d'une page de la Süddeutsche Zeitung (SZ), une chose que j'ignorais.

Sinn, donc, s'adressait vers 2011 ou 2012 à la personne qui faisait l'interface de la BCE pour ces questions targetiennes, puis celle-ci venait trois bureaux plus loin causer un peu dans le mien, puisque au sein de notre direction générale c'était moi qui avait levé le lièvre. (Dans cette DG, la DG « Economics », mais pas dans la banque en général : c'étaient les comptables qui avaient vu la chose les premiers. Mais nous n'en savions rien car le *Board* leur avait dans l'instant intimé l'ordre d'un black-out total.)

Et donc je suivais en temps réel la progression de la pensée "sinnienne", et j'étais épaté parce que je trouvais que l'homme avait bien vite réagi. Eh bien, pas du tout. Il ne s'est pas levé un beau matin en se disant « Tiens, je vais pourfendre les Targets ». On lui a dit de le faire. Et ce « on » n'est pas n'importe qui, puisqu'il s'agit d'un ancien président de la Bundesbank, Schlesinger.

Nous lisons en effet [dans la SZ](#) :

"Schlesinger, dessen Unterschrift einst D-Mark-Geldscheine zierte, machte den Ökonomen Hans-Werner Sinn auf dieses Rätsel aufmerksam."

Ce qui signifie en français :

"Schlesinger, dont la signature a orné les billets du D-Mark, a attiré l'attention de l'économiste Hans-Werner Sinn sur cette énigme [en 2011, l'énigme étant la divergence des Targets avec un solde allemand de +300 milliards]. "

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Imprimé en août 1991, ce billet de 500 Deutsche-Mark porte (en bas à gauche) les signatures conjointes de [Helmut Schlesinger](#), président de la Bundesbank de 1991 à 1993 (signature de gauche) et de [Hans Tietmeyer](#), vice-président de la Bundesbank (signature de droite). Hans Tietmeyer succéda à Schlesinger comme président de la Deutsche Bundesbank de 1993 à 1999. Ce qui fit de lui le dernier président de la banque centrale allemande, avant le transfert des pouvoirs monétaires à la BCE, défendant ardemment que l'institution monétaire européenne nouvellement créée reprenne les grands principes de la Bundesbank. Helmut Schlesinger est actuellement toujours en vie (âgé de 94 ans) mais Hans Tietmeyer est décédé en 2016.

Voilà un scoop intéressant. Cela porte donc à trois le nombre des anciens banquiers centraux allemands de tout premier plan que l'enthousiasme pour l'euro n'étouffe pas. Nous avons déjà Axel Weber et Jürgen Stark. Et Hans Tietmeyer est décédé en 2016.

Nous lisons sur sa [page Wikipedia allemande](#) (la page française est plus pudique) les raisons du retrait d'Axel Weber de la présidence de la Bundesbank, retrait qui a eu lieu en février 2011 :

« Im Dezember 2013 erklärte Weber in einem „Zeit“-Interview, er sei zurückgetreten, weil er mit der neuen Geldpolitik in Europa nicht einverstanden gewesen sei und Beschlüsse vertreten musste, die er nicht für richtig gehalten habe. »

Ce qui signifie en français :

« En décembre 2013, Weber a déclaré lors d'une interview qu'il avait démissionné parce qu'il n'était pas d'accord avec la nouvelle politique monétaire en Europe et qu'il aurait été contraint de prendre des décisions qui, selon lui, n'étaient pas bonnes. »

Voilà qui est net. Tournons nous à présent vers Jürgen Stark.

Stark n'a pas dirigé la Bundesbank, mais il a été le représentant allemand au Directoire (*Board*) de la BCE, ce qui lui donnait le même droit de vote dans l'Eurosystème. Il patronnait entre autres la DG « Economics ».

Nous lisons sur [sa page Wikipedia allemande](#) :

« Am 9. September 2011 kündigte Stark 'aus persönlichen Gründen' seinen Rücktritt von seinem Amt als Direktoriumsmitglied der EZB an. Später, im Dezember 2011, begründet er den Rücktritt mit seiner Unzufriedenheit über die Entwicklung der EU-Währungsunion. »

Ce qui signifie en français :

« Le 9 septembre 2011, Stark a annoncé sa démission de son poste de membre du directoire de la BCE «pour des raisons personnelles». Plus tard, en décembre 2011, il a justifié sa démission par son insatisfaction face au développement de l'union monétaire européenne. »

L'homme a ensuite particulièrement "mal tourné" puisqu'il est devenu [l'un des 154 économistes allemands signataires de l'appel mentionné plus haut](#) qui demandait, entre autres choses, cette mesure que nous appelons à l'UPR la « sortie furtive », et qui donc consiste en la collatéralisation des Targets.

Avec Schlesinger, qui se permet de tirer Sinn par la manche pour lui signaler discrètement où se trouve le talon d'Achille du système, nous voyons donc clairement que les grands banquiers centraux allemands ne sont - pour utiliser une litote - pas aussi europhiles qu'ils sont censés l'être. Et c'est sans compter l'actuel président de la Bundesbank, [Weidmann, à qui l'on doit somme toute la première demande de collatéralisation des Targets, voici bientôt sept ans.](#)

Force est de constater que les téléspectateurs de TF1 ou de BFMTV ne sont pas bien conscients de cet état

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro d'esprit des grands banquiers centraux allemands....~~ On entend beaucoup nos concitoyens répéter ce qu'ils entendent sur nos grands médias de masse : à savoir que « *L'Allemagne a intérêt à l'euro* » ou ce genre de mantras qui semblent maintenant gravés en dur dans leur système nerveux. S'ils savaient ce qui se passe outre-Rhin !

Mais comment pourraient-ils le savoir ? Ils n'ont évidemment jamais connu l'Eurosystème de l'intérieur, il s'agit de questions rébarbatives et très techniques, et tout l'appareil médiatique français interdit *de facto* tout débat de fond sur la viabilité de l'euro !

Comme la quasi-totalité des responsables politiques français sont d'une ignorance crasse sur ce sujet pourtant fondamental, et qu'ils se refusent tous à proposer de sortir la France de l'euro (François Asselineau fut le seul des 11 candidats à la présidentielle de 2017 à proposer cette sortie et à parler des soldes Target, sous les quolibets de journalistes incultes et hostiles), la grande masse des citoyens français demeure dans l'ignorance complète du drame qui se noue.

Target 3

Les Allemands n'utilisent pas l'expression « sortie furtive », qui a été créée par l'UPR. Ils commencent à en utiliser une autre : « Target 3 ».

« Target 3 » est plus spécifique que « sortie furtive ». Il s'agit non seulement de la collatéralisation des Targets, mais encore d'une voie concrète, non pas d'ailleurs la seule possible, mais l'une des voies possibles, pour amener à cette collatéralisation des Targets.

En gros, la Bundesbank est censée créer une copie de Target 2, modifiée en ceci qu'elle permet aussi **de récupérer le collatéral et de bloquer les virements transfrontaliers pour lesquels un collatéral serait nécessaire et ne serait pas fourni**. Elle l'utiliserait alors en lieu et place de Target 2.

L'émergence de l'idée de Target 3 est récente.

On peut la suivre dans trois articles de presse récents :

Le premier date d'avril 2018. Un certain [Thomas Mayer](#) a lancé l'idée Target 3. À l'époque, je n'ai vu cette information reprise que par un seul journal un peu sérieux, [la Neue Zürcher Zeitung \(NZZ\)](#) du 22 avril 2018.

Le deuxième date du 14 juillet 2018, c'est désormais la très sérieuse [Frankfurter Allgemeine Zeitung](#) qui offre une tribune à Mayer dans un article intitulé "[Une folie nommée Target 2](#)".

Le troisième, du magazine [Focus en date du 2 août 2018](#), fait intervenir [Hans-Olaf Henkel](#), un ancien président du BDI, un équivalent du CNPF qui serait limité au secteur industriel ; ce Henkel est nettement plus connu que Mayer. Il est député européen, élu sous l'étiquette AfD, parti qu'il a depuis quitté (ça n'arrive pas qu'en France).

[Hans-Olaf Henkel](#)

L'idée Target 3 est à présent reprise par le Conseil économique de la CDU, comme on l'a vu dans l'article de Wolfgang Steiger dans le magazine WirtschaftsWoche donné plus haut.

Conclusion : Restez branché, la suite arrive...

Voilà. C'est tout pour aujourd'hui.

Je profite de l'occasion pour faire observer que les événements s'enchaînent et se déroulent selon le schéma que l'UPR explique de longue date.

La ligne de raisonnement que nous développons depuis des années a pu être décriée par les européistes comme étant fallacieuse et fantaisiste. Mais elle a démontré aujourd'hui - et chaque mois un peu plus - un pouvoir prédictif certain.

Les lecteurs en feront ce qu'ils voudront.

Mais s'ils ne sont pas incorrigiblement européistes, nous leur disons, dans la langue de la BCE (le globish) : « *Stay tuned. More to come.* » : Restez branché, la suite arrive... !

Vincent Brousseau

Relu et complété par François Asselineau

18 août 2018

